

Jean BRIANE

CRÉER DES COMMUNAUTÉS RURALES VIVANTES

La décentralisation, tout en ne supprimant pas sur beaucoup de points le centralisme institutionnel et spatial de la France, a abouti sur d'autres à une parcellisation, à un émiettement des responsabilités, des initiatives, alors que dans beaucoup de domaines, sinon un regroupement, du moins une coopération étroite des communes est indispensable pour permettre une gestion et un entretien rationnels et économiques du patrimoine et de l'espace rural.

Des dispositions ont été prises dans certains cas particuliers grâce aux syndicats de communes, syndicat des eaux, syndicats à vocations multiples, chartes, contrats de pays, coopératives pour l'élimination des déchets, etc. Mais la coopération intercommunale doit, pour permettre le développement, être poussée beaucoup plus loin, c'est ce qu'expose ici Jean Briane, député de l'Aveyron.

N.D.L.R.

L'espace rural français est marqué par le centralisme qui sévit dans notre pays depuis des siècles. Au cours des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, le développement des structures de communication en toile d'araignée à partir de Paris, l'industrialisation de notre pays, telle qu'elle a été réalisée, ont contribué à accentuer le déséquilibre démographique et économique à l'intérieur du territoire national. Les mutations successives de l'agriculture, surtout après la deuxième guerre mondiale, ont accentué le processus de désertification et de sous-développement de nombreuses régions de l'espace rural français.

*

Aujourd'hui, 80 % des Français vivent sur 20 % du territoire. Les autres 20 % de Français occupent 80 % du territoire. Au train où vont les choses, à la fin de ce siècle, 90 % de la population sera agglutinée sur 10 % du territoire et, inversement, l'espace sera encore davantage vidé de sa substance.

La France est le seul pays de la Communauté Européenne accusant un tel déséquilibre. Et ce déséquilibre a un coût énorme pour la nation française.

Le discours politique en matière d'aménagement du territoire est creux. Malgré les lois de décentralisation, le centralisme institutionnel et le jacobinisme viscéral qui sévissent dans notre pays n'ont point disparu.

*

Pour changer les choses, il faut que les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, cessent de discourir et passent vraiment aux actes. Les contrats de plan Etat - Région devraient axer les efforts de la solidarité nationale et européenne sur ce nécessaire rééquilibrage ville-campagne. Celui-ci passe par un véritable aménagement spatial

de notre hexagone. Ceci nécessite une volonté politique affirmée et soutenue pour promouvoir et conduire une politique volontariste d'aménagement du Territoire digne de ce nom.

*

Pour changer les choses, il faut aussi que soit redéfinie la **ruralité**. Nous en sommes encore en France à un concept de ruralité totalement obsolète. La ruralité doit englober les campagnes mais aussi les bourgs, petites villes et villes moyennes qui en constituent l'armature. Regardons ce que font la plupart de nos partenaires européens en ce domaine.

Pour changer les choses il faut, enfin, que les collectivités territoriales se mobilisent. Les Régions, les Départements, les Communes unissent leurs efforts pour enrayer le processus de désertification et promouvoir le développement local. Seule une intercommunalité renforcée et dynamique peut, autour de projets concrets, mobiliser les forces vives locales et les associer aux initiatives prises, aux actions entreprises, diverses et adaptées aux réalités des pays et des bassins de vie.

*

Aujourd'hui, tous les acteurs de la vie locale, pour ne pas dire tous les citoyens, doivent intégrer, dans leurs réflexions, dans leurs décisions, dans leurs actes, dans leur comportement au quotidien, les préoccupations d'**Environnement** et de **Qualité de vie**.

La loi du 6 février 1992, relative à l'Administration Territoriale de la République, a donné aux **Communautés de Communes**, nouvel outil et nouvelle dimension de l'intercommunalité, comme compétences obligatoires, le développement économique et l'aménagement de

l'espace. Sans doute, la loi précitée ne va pas aussi loin en matière de démocratie participative que l'eut souhaité le **Groupe Monde Rural Vivant** en proposant la création de **Communautés Rurales**. Ce projet ayant d'ailleurs été repris sous forme de proposition de loi à la fois par la majorité et par l'opposition en des termes quasiment identiques.

*

Il reste à mettre en œuvre ce texte législatif fondamental qui doit permettre de sortir des discours incantatoires sur l'**aménagement du territoire**, le **développement local** et la **défense de l'environnement** pour passer à de vrais programmes d'actions, coordonnées et intégrées, associant, dans une même démarche, deux exigences :

- celle du développement économique et social, nécessité vitale hors de laquelle rien n'est possible et qui doit viser à mettre en valeur toutes les potentialités locales.
- celle du maintien et de la sauvegarde des patrimoines naturels, culturels et de l'environnement.

*

La coopération intercommunale, l'**intercommunalité**, selon son appellation nouvelle, trouvera là sa pleine dimension et sa vraie finalité.

Ainsi les Communautés de Communes deviendront de véritables Communautés Rurales vivantes et le pays de France retrouvera un meilleur équilibre entre ville et campagne et une plus grande qualité de vie.

Jean BRIANE
Député de l'Aveyron